

20210519 Libération

https://www.liberation.fr/international/europe/migrants-afflux-tendu-a-ceuta-et-melilla-20210519_U6F6VJC6RREKDERHKQJGUKKXU/

Décryptage

Migrants : afflux tendu à Ceuta et Melilla

Article réservé aux abonnés

Migrants, réfugiés... face à l'exodedossier

Depuis lundi, au moins 6000 personnes sont arrivées dans les enclaves espagnoles, à la faveur d'un relâchement des forces de l'ordre et de tensions diplomatiques avec le Maroc. Réveillant le spectre d'une immigration massive.



Mardi à Fnideq, au Maroc, où la police tentait de disperser les migrants cherchant à rejoindre l'Espagne. (Fadel Senna/AFP)

par [François Musseau](#), correspondant à Madrid
publié le 19 mai 2021 à 6h00

Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vu de telles scènes. Des tanks sur les plages de Ceuta pour tenter de faire face aux marées de migrants marocains arrivés à la nage, l'armée espagnole déployée dans les rues de cette enclave fichée dans le nord de l'Afrique pour rassurer la population, des militaires qui reçoivent des jets de pierres de certains migrants pour leur interdire l'accès vers le centre-ville, des commerçants qui ferment leurs boutiques de peur de se faire dévaliser, la Légion étrangère mobilisée à Ceuta et aussi à Melilla, autre enclave espagnole, par crainte de l'effet contagion... Lundi et mardi, au moins 6 000 migrants ont pu franchir à la nage les jetées de Fnideq, la ville marocaine limitrophe, en raison de la passivité des forces de l'ordre locales, d'ordinaire très vigilantes.

«C'est un moment grave pour l'Espagne», a tranché le chef du gouvernement socialiste, Pedro Sánchez, peu avant d'annoncer son déplacement sur place. Le président conservateur Juan Jesús Vivas, lui, parle d'un «jour néfaste» qui met «l'Espagne en danger». Des propos repris par le leader de la droite ultra Santiago Abascal, partisan «d'expulser manu militari les

envahisseurs marocains». L'arrivée de migrants depuis lundi va en tout cas jusqu'à inquiéter Bruxelles qui a averti Rabat – responsable d'avoir renoncé à dessein à toute surveillance – que «*Ceuta est une frontière européenne*», lui enjoignant de «*contrôler l'immigration irrégulière*».

Des rapatriements problématiques

Pour Rabat, le fait de laisser passer des milliers de ses ressortissants vers l'eldorado européen, via Ceuta, est une punition : l'Espagne a hébergé à la mi-avril le leader du Front Polisario Brahim Ghali, qui revendique l'indépendance du Sahara-Occidental occupé depuis 1976 par le Maroc. Madrid voit ainsi se réveiller le spectre d'une immigration massive le long de ses côtes et se trouve dans l'obligation de réagir. Le principal objectif des autorités espagnoles, qui redoutent que les droites (les conservateurs, le Parti populaire, et les ultras de Vox) n'en fassent leur pain blanc, est de rapatrier le plus grand nombre possible de migrants afin de limiter la casse. Sachant que Ceuta ne dispose pas des infrastructures nécessaires pour accueillir des personnes en situation illégale. Le 28 avril, comme première mesure de rétorsion, Rabat avait déjà relâché sa surveillance policière et permis à 128 personnes de rallier Ceuta à la nage : hormis 30 mineurs, restés sur place, l'essentiel avait dû revenir à leur point de départ. Cette fois-ci, le ministère de l'Intérieur espagnol assure avoir déjà rapatrié mardi près de 3 000 Marocains sans-papiers. En vertu d'un accord bilatéral datant de 1992, ce type de retour migratoire a pu s'opérer sans trop d'obstacles. Mais ce ne sera pas facile cette fois-ci : depuis qu'en mars 2020 le royaume chérifien a fermé ses frontières en raison de la pandémie et vu la colère de Rabat au sujet du Sahara-Occidental, Madrid doit batailler pour obtenir le feu vert de son voisin turbulent.

Ces arrivées se produisent alors que les circonstances contribuent à accroître le nombre de personnes qui tentent le grand saut vers l'Espagne. L'irruption de la pandémie a affecté l'économie et réduit le tourisme à la portion congrue. Cela a non seulement mis des milliers de Marocains au chômage mais aussi paupérisé d'innombrables personnes vivant indirectement de la manne étrangère. Ce qui s'est traduit par la réactivation en 2020 de la route migratoire via l'archipel des Canaries en provenance du sud marocain, où ont débarqué quelque 20 000 migrants (la moitié des arrivées irrégulières vers l'Espagne), soit une hausse de 881 % par rapport à l'année précédente. Or si jusqu'ici la «route du Nord» était moins empruntée, c'est de moins en moins le cas. Selon les autorités espagnoles, après des mois de «basse activité», de plus en plus d'embarcations tentent leur chance par le détroit de Gibraltar, jusqu'au littoral andalou.

Ce week-end, 46 migrants ont été secourus près des côtes de Tarifa. Ils voyageaient dans 13 embarcations de fortune dont des kayaks et des pirogues. Rien d'étonnant donc à ce que la pression migratoire se renforce sur Melilla et Ceuta, ces deux enclaves espagnoles dont les hautes frontières métalliques hérissées de fil barbelé constituent un obstacle majeur. Mais si la surveillance des gendarmes marocains se relâche, le recours à la nage devient une solution plus aisée, quoique potentiellement dangereuse. De source policière, la nouvelle des arrivées massives à Ceuta a provoqué l'afflux vers Fnideq de milliers de candidats de tout le pays.

Cauchemar pour les autorités

Aussi appelée Castillejos, son ancien nom espagnol de l'époque coloniale, la ville limitrophe de Fnideq constitue un paramètre important de cette crise migratoire, sur fond de différend diplomatique. Car, outre l'irritante question du Sahara-Occidental, cette grosse bourgade

frontalière est un cauchemar pour les autorités marocaines. Ces dernières, qui revendiquent en vain depuis des décennies la souveraineté sur les enclaves de Ceuta et de Melilla, n'ont pu empêcher l'organisation d'une vie économique de totale dépendance. L'immense majorité des quelque 77 000 habitants de Fnideq vivent de la proximité de Ceuta dont le niveau de vie est 6 à 7 fois supérieur, selon les enquêtes. Employés domestiques, techniciens qualifiés, salariés dans la restauration et plus généralement dans les services, sans parler des nombreux migrants quotidiens vivant de l'économie parallèle, ou de ces «femmes mulets» qui chaque jour transportent et revendent des marchandises des deux côtés de la frontière. Or depuis mars 2020, le Maroc a fermé ses frontières en raison du Covid-19. La plupart des salariés, employés légalement, reçoivent toujours les émoluments du chômage technique, mais les autres n'ont plus de revenus. Cela explique les nombreuses manifestations de ces derniers mois à Fnideq, appelant Rabat à agir pour «sauver» la ville de la débâcle en cours. Le fait que ces personnes paupérisées rejoignent l'Espagne, donc l'Europe, est pour Rabat une source de soulagement.

L'Espagne et le Maroc sont coutumiers des différends bilatéraux : droits de pêche, statut de Ceuta et de Melilla, litiges territoriaux en mer, accords migratoires... Les sujets de friction sont innombrables. Chaque gouvernement espagnol doit gérer avec tact les délicates relations avec ce voisin stratégique, dont la fermeté sur la pression migratoire et la surveillance des viviers jihadistes sont décisives. En général, tout chef de gouvernement espagnol nouvellement élu se rend en priorité à Rabat afin de soigner au maximum les relations diplomatiques. Rituel que n'a pas observé Pedro Sánchez, après sa réélection en 2019. Le malaise hispano-marocain a pris une nouvelle dimension après le 20 décembre 2020 lorsque Donald Trump, sur le départ, bouge le curseur diplomatique en reconnaissant pleinement la souveraineté du Maroc sur le Sahara-Occidental. Rabat n'en croit pas ses yeux : enfin une grande puissance satisfait sa vieille requête internationale, alors que la majorité des nations influentes s'étaient jusque-là limitées à enjoindre les deux parties – Front Polisario et Rabat – à résoudre leur conflit dans le cadre onusien. Depuis, voyant que l'Espagne ne bouge pas d'un pouce, l'agressivité marocaine a augmenté. Pour arriver à son paroxysme lorsque les services secrets ont appris en avril que Brahim Ghali était soigné pour Covid-19 dans un hôpital de Logroño, dans la Rioja. Madrid invoque «*des raisons humanitaires*». Rabat y voit une «*provocation*».

Le royaume chérifien a une obsession dont il ne veut pas démordre : le Sahara-Occidental, ce territoire désertique de 266 000 km², riche en phosphates, qui borde la Mauritanie au nord et qu'il occupe depuis 1976, doit être pleinement annexé. Et cette annexion doit être reconnue par la communauté internationale. Or le Front Polisario, séparatiste, appuyé par plusieurs nations et installé dans une «zone libre», à l'est, ne l'entend pas de cette oreille et réclame un référendum d'autodétermination. De par son histoire, l'Espagne adopte une position d'équilibriste. D'un côté, elle ne veut pas fâcher son voisin. De l'autre, sa relation avec le Sahara-Occidental est chargée d'histoire et de mauvaise conscience. En 1975, après avoir été sa puissance coloniale sous Franco pendant près de vingt ans, Madrid abandonne ce territoire à son sort, avant que ne se produise la «marche verte», l'invasion marocaine, en novembre de la même année. Depuis, Madrid se range parmi les Etats qui défendent un référendum, option préférentielle également d'une majorité de son opinion publique. Quelles que soient les suites de la crise migratoire à Ceuta, on peine à imaginer que l'Espagne change sa position en la matière.